

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Le vote du Sénat des États-Unis sur le projet de loi du TPA pris de manière indépendante est attendu cette semaine

Après le rejet par la Chambre des représentants des États-Unis du projet de loi regroupant le programme d'aide au recyclage professionnel (TAA) et le mandat pour la promotion des échanges commerciaux (TPA) qui avait été approuvé par le Sénat le 22 mai, les leaders des républicains ont suggéré que les législateurs votent à nouveau sur le TAA le 16 juin. Cependant, à la fin de la journée du 15 juin, une motion a été déposée afin de reporter le vote sur le TAA jusqu'au 30 juillet. Cette motion, qui a été approuvée le 16 juin avec 236 voix pour et 189 voix contre, permet un nouveau vote sur le TAA à n'importe quel moment d'ici le 30 juillet, et ce, sans préavis ou débat. On croit en effet que cette période prolongée permettrait de convaincre plus de législateurs de voter pour le TAA par souci de voir le TPA adopté.

Deux jours plus tard (le 18 juin), la Chambre a approuvé une règle, avec un vote de 244 voix pour et 181 voix contre, afin d'envisager un vote sur le TPA comme projet de loi indépendant, sans le TAA. Le projet de loi comprenant le TPA seulement a plus tard été approuvé avec 218 voix pour et 208 voix contre, et retourne maintenant au Sénat aux fins d'approbation. Ainsi, le TAA est maintenant lié au projet de loi sur les préférences, qui comprend la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), le Système généralisé de préférences (SGP) et des programmes voués à l'aide à Haïti.

Le Sénat des États-Unis devrait voter sur le TPA mercredi (24 juin), c'est-à-dire si le vote sur la clôture passe le 23 juin, aux dires de sources qui connaissent bien la procédure. S'il est adopté, le TPA ira directement au président Barack Obama aux fins de signature. Le projet de loi sur les préférences et le TAA sera étudié après le TPA, possiblement le 25 juin, et s'il est adopté, il devra être envoyé à la Chambre aux fins d'approbation avant de se retrouver sur le bureau du président Obama.

Mais la question principale demeure toujours de savoir si les démocrates du Sénat qui étaient pour le TPA et le TAA regroupés accepteront de voter pour le projet de loi du TPA indépendant. Le président du Comité des voies et moyens de la Chambre, Paul Ryan (R-Wis.), a affirmé la semaine dernière que tout le monde attend de voir si les États-Unis sont toujours capables d'exercer leur leadership sur le commerce et les politiques étrangères, exhortant de ce fait les législateurs à voter en faveur du TPA pris seul. Cependant, de nombreux démocrates croient toujours que le TPA serait une sorte de « chèque en blanc » pour l'Administration qui lui permettrait de négocier des accords commerciaux qui ne respecteraient pas les objectifs, puisque des doutes planent toujours quant à savoir si le Japon offrirait un véritable accès aux marchés de l'agriculture et de l'automobile.

Le PTP arrive au stade final

La croyance générale chez les observateurs commerciaux est que lorsque le Sénat aura approuvé le projet de loi du TPA pris seul, les pourparlers du PTP passeront au stade final. Certains d'entre eux, comme le ministre du Commerce de l'Australie, Andrew Robb, croient que les pourparlers se concluront en une semaine environ une fois le TPA approuvé. Cependant, le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, Tim Groser, voit les choses un peu différemment, puisqu'il n'a toujours pas vu d'entente émerger dans l'industrie laitière. « Le défi d'arriver à une entente en ce qui a trait à l'industrie laitière dans le temps imparti est immense », a déclaré M. Groser, alors que les États-Unis planifient terminer les pourparlers avant la pause d'août.

« Je ne dis pas que l'entente sur les produits laitiers est mauvaise, c'est plutôt qu'il n'y a pas d'entente. Nous avons à peine commencé », a affirmé le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande au Business Desk, un site de nouvelles commerciales néo-zélandais.

En effet, la Nouvelle-Zélande souhaite faire des gains d'accès importants aux marchés des produits laitiers des États-Unis, du Japon et du Canada. Cependant, jusqu'à présent, les discussions n'ont été menées que sur une base

bilatérale et n'ont pas été révélées aux 12 pays du PTP. Or, des sources très au fait des pourparlers bilatéraux entre les États-Unis et le Japon ont insisté sur le fait que les pourparlers sur l'agriculture entre les deux puissances du PTP ont beaucoup avancé et que, même si une certaine flexibilité a été offerte aux États-Unis sur des produits comme le lactosérum, le Japon continue de vouloir protéger le beurre et la poudre de lait.

Les négociateurs japonais ont commencé à s'entretenir sérieusement avec d'autres pays du PTP, dont le Canada. Cependant, la Nouvelle-Zélande, dont les négociateurs veulent un accès important aux marchés pour le beurre, est maintenant devenue une préoccupation majeure pour le Japon, ont déclaré les sources. Selon M. Groser, le PTP global comprend « une très bonne entente sur tout, sauf sur les produits laitiers. Nous ne pouvons nous joindre au PTP s'il exclut les produits laitiers », a-t-il souligné, tout en admettant que là n'était pas la question. « La question est : quelle est l'ampleur de l'entente? » a-t-il demandé.

Le temps des décisions est venu pour le programme de travail de Doha

Le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo a déclaré le 17 juin, lors de la réunion de tous les Membres où il a fait le point sur l'état du Programme de Doha pour le développement (PDD), que l'heure des décisions est arrivée pour le programme de travail de Doha. Le directeur général a indiqué que les nombreuses consultations auxquelles il a pris part au cours des derniers mois n'ont pas mené à la convergence qu'il espérait.

« À l'heure actuelle, nous avons très peu de chances de livrer le programme de travail important et significatif que nous visions », a déclaré M. Azevêdo, avant d'ajouter que le temps est venu pour les Membres de prendre « les décisions politiques » afin de faire avancer les pourparlers et de parvenir à un accord sur un programme de travail avant la fin juillet.

Dernièrement, les discussions ont porté principalement sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles, puisque les États-Unis et les pays émergents clés, comme la Chine, continuent de diverger en matière de soutien interne.

Trois options pour l'accès aux marchés des produits agricoles

Le Groupe de négociation sur l'agriculture s'est réuni le 16 juin lors d'une séance consacrée à l'accès aux marchés. La discussion a été décrite comme « encourageante », même si les Membres seraient loin d'avoir finalisé le programme de travail pour la portion restante du Cycle de Doha. Le président du Groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, John Adank, a apprécié l'engagement des Membres à essayer de progresser dans ces pourparlers.

« Il est juste d'affirmer que les pourparlers entrent dans une phase plus interactive que lors des échanges passés », a

souligné M. Adank, en notant les divergences d'opinions sur les approches visant à remplacer la formule étagée pour l'agriculture contenues dans le projet de modalités de 2008 et pour lequel un consensus est peu probable.

L'Argentine, avec son approche « demande-offre », le Paraguay et la Norvège, avec leur approche de réduction moyenne, font partie des pays qui ont présenté des idées sur ce sujet. La discussion ouverte de mardi a porté principalement sur trois options à examiner en remplacement de la formule étagée :

- A. Une version modifiée de la formule étagée de 2008;
- B. Une combinaison de la formule étagée et, en plus, en utilisant ce résultat comme point de départ, l'application d'une réduction tarifaire moyenne globale – cette option est considérée comme la plus « ambitieuse » puisqu'elle ciblerait plus particulièrement la réduction des tarifs les plus élevés;
- C. La formule étagée et, en plus, en utilisant ce résultat comme point de départ, l'application d'une réduction moyenne des lignes tarifaires, ce qui ressemblerait à l'approche du Cycle d'Uruguay, mais sans réduction minimale des lignes tarifaires, ce qui amènerait ainsi une flexibilité pour minimiser les réductions des tarifs les plus élevés tout en respectant la réduction moyenne globale établie.

Même si la plupart des Membres s'entendaient pour dire qu'il vaut la peine d'explorer des options de remplacement à la formule étagée, ils n'ont pas pu s'entendre sur celle qui devrait être mise de l'avant lors des pourparlers. Certains ont demandé à avoir plus de temps pour mieux analyser les propositions, alors que d'autres se sont plaints du traitement que des sujets comme les crêtes tarifaires, les plafonds tarifaires, la progressivité tarifaire, les contingents tarifaires, les sauvegardes et les autres flexibilités auraient dans le cadre des nouvelles options puisqu'ils influenceraient le résultat des discussions sur l'accès aux marchés.

« Les pourparlers doivent maintenant passer en phase de décision », a indiqué M. Adank aux Membres alors que la date limite de juillet approche pour parvenir à un consensus sur le programme de travail. Et c'est encore plus urgent étant donné les liens que certains Membres ont faits entre les piliers d'accès aux marchés pour les produits agricoles et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), ainsi que les interconnexions actuelles entre les trois piliers sur l'agriculture (accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation).

L'ambassadeur Adank a reconnu le besoin de clarifier les approches de remplacement suggérées de la formule étagée. Il a demandé au secrétariat de l'OMC de produire une note d'information sur les modalités de réductions tarifaires qui sera analysée lors d'ateliers techniques.

M. Azevêdo et les présidents des groupes de négociation poursuivront leurs consultations intensives avec les Membres tout au long des semaines à venir dans l'objectif de parvenir à un accord sur un programme de travail pour la

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada